

Ministère de l'Etat LEGISLATION	an State - WETGEVING
1 2 VIII 1955	
Transmis à Overgemaakt aan de li.	Coordination (1)

VVV.

L. 4833/2/

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 6 juillet 1955, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur", a donné le 26 juillet 1955 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 6e Juli 1955 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel", heeft de 26e Juli 1955 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à remplacer l'arrêté royal du 14 janvier 1954 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

CHAPITRE Ier DU PROJET.

Pour tenir compte de l'abrogation de l'arrêté royal du 7 août 1939 déterminant les diplômes et certificats d'études requis des candidats aux fonctions de l'Etat, survenue depuis la publication de l'arrêté royal du 14 janvier 1954, l'article 3, § 2, devrait être rédigé comme suit :

"§ 2. Toutefois, ne leur sont pas applicables :

- 1° les articles 16, 6°, 17, 22, 27, 28 bis, 30, 34, 34 ter, 46, 47, 56 à 62, 71 à 75 et 78 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat;
- 2° l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat, sauf les articles 17 à 21".

.../...

A l'article 5, le § 2 pourrait être fusionné avec le § 1er, 5°, de manière à mieux faire ressortir que tous les candidats sont soumis aux quatre premières conditions d'admissibilité, et à indiquer à quel moment la condition d'ancienneté doit être remplie. Le 5° ainsi complété pourrait être rédigé comme suit :

" 5° - a) être porteur d'un des diplômes délivrés à la fin d'études supérieures dont le programme comprend au moins quatre années et dont la liste est reproduite à l'annexe du présent arrêté,

ou bien :

b) être agent définitif de la carrière de l'administration centrale ou de la carrière de chancellerie revêtu du grade de rédacteur au moins et, si ce grade est inférieur à celui de chef de bureau, avoir exercé, au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, pendant quatre ans, des services définitifs équivalents au moins à ceux d'un rédacteur".

A l'article 14, les deux derniers alinéas du projet seraient rédigés d'une manière plus claire et plus complète comme suit :

"3° 10 points sont accordés par année de service dans la 5e classe.

Pour l'agent qui n'a pas accompli de service militaire, la cote d'ancienneté visée au 3° subit une réduction proportionnelle au temps de service militaire

.../...

imposé à sa classe d'âge, éventuellement diminué de la durée totale des incarcérations et internements subis par l'agent du fait de l'ennemi. Cette dernière durée se compte en mois; la fraction éventuelle est négligée. La réduction de la cote d'ancienneté est de 10 points par année du temps de service précité; la fraction d'année supérieure à 3 mois est comptée pour une année, la fraction moindre est négligée".

A l'article 15, il importe de préciser que les promotions à la 4e classe se feront "compte tenu du dernier signalement", étant donné qu'il n'y aura plus de signalement annulé, comme dans le statut du 14 janvier 1954.

L'article 27, alinéa 2, impose à la future épouse de l'agent du service extérieur l'obligation de souscrire l'engagement de suivre irrévocablement la condition de son mari et de renoncer, si les lois de son pays l'y autorisent, à sa nationalité d'origine.

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition est sans portée juridique, la future épouse d'un agent ne tombant pas sous l'application des règles statutaires. Pour atteindre le but poursuivi par le projet, il suffirait de prévoir une certaine incompatibilité entre la qualité d'agent du service extérieur et l'état d'époux d'une étrangère.

.../...

Le texte suivant répond à cette préoccupation :

"Est démis d'office et sans préavis, l'agent masculin qui épouse une personne de nationalité étrangère, lorsque celle-ci refuse de suivre la nationalité de son mari ou si elle refuse de renoncer à sa nationalité d'origine alors que les lois de son pays permettent cette renonciation. Le Roi peut relever l'agent des effets de cette mesure".

Le Conseil d'Etat suggère de compléter l'article 47 par un alinéa relatif aux droits de préférence, semblable à l'alinéa final de l'article 5. Ce nouvel alinéa permettrait d'abroger l'arrêté royal du 9 mars 1955. Cet alinéa serait rédigé comme suit :

"Les fonctions remplies par les agents de la carrière de chancellerie sont exclues des droits de préférence accordés par la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947".

CHAPITRE III DU PROJET.

L'article 54 relatif au serment devrait prendre place avant l'article 53 relatif à la hiérarchie, et le titre de la section 2 (hiérarchie et promotions) devrait être inséré entre ceux-ci.

.../...

L'article 55, alinéa 2, serait rédigé d'une manière plus claire et plus complète comme suit :

"Pour l'agent qui n'a pas accompli de service militaire, le minimum d'ancienneté requis est majoré d'un nombre de mois égal à celui du service militaire imposé à sa classe d'âge, déduction faite éventuellement de la durée totale des incarcérations et internements qu'il aurait subis du fait de l'ennemi. Cette dernière durée est également supputée en mois; la fraction éventuelle est négligée".

CHAPITRE V DU PROJET.

A l'article 68, il importe de préciser qu'il s'agit de "la 5e classe prévue par le présent arrêté, de la carrière du service extérieur", pour éviter toute confusion avec la 5e classe du statut du 14 janvier 1954, qui deviendra la 6e dans le nouveau statut.

Les articles 69 et 70 seraient rédigés d'une manière plus claire et plus complète comme suit :

.../...

"CHAPITRE VI. - DISPOSITIONS FINALES.

Article 69.- Sont abrogés :

- 1° l'arrêté royal du 14 janvier 1954 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur;
- 2° l'arrêté royal du 9 mars 1955 excluant de l'application du droit de priorité établi par la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 les fonctions remplies par les agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Toutefois, l'article 91, dernier alinéa, du règlement des services extérieurs du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur du 15 octobre 1946, maintenu provisoirement en vigueur par l'arrêté royal du 14 janvier 1954 précité, est maintenu à nouveau en vigueur.

Article 70.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Toutefois, le nouveau régime des congés et suspensions de service dans la carrière du service extérieur, ne se substituera au régime actuel que le 1er janvier 1956".

+

+

+

.../...

Le Conseil d'Etat signale que le règlement organique du Ministère et le classement en catégories devront être mis en concordance avec le nouveau statut.

Het ontwerp heeft tot doel, het koninklijk besluit van 14 Januari 1954 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel te vervangen.

HOOFDESTUK I VAN HET ONTWERP.

Om rekening te houden met de opheffing van het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 tot vaststelling van de diploma's en de getuigschriften van genoten onderwijs vereist van de kandidaten voor een Rijksbetrekking, welke opheffing sedert de bekendmaking van het koninklijk besluit van 14 Januari 1954 is voltrokken, zou artikel 3, § 2, er als volgt moeten uit zien :

" § 2. Op hen zijn evenwel niet van toepassing:

- 1° de artikelen 16, 6°, 17, 22, 27, 28 bis, 30, 34, 34 ter, 46, 47, 56 tot 62, 71 tot 75 en 78 van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel;
- 2° het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel, behalve de artikelen 17 tot 21".

In artikel 5 zou de versmelting van § 1, 5°, met § 2, duidelijker maken dat de eerste vier toelatingvereisten gelden ten aanzien van alle kandidaten, en tevens aantonen op welk tijdstip aan het ancienniteitsvereiste moet zijn voldaan. Het aldus aangevulde 5° zou als volgt worden gelezen :

- "5° a) houder zijn van een der diploma's afgegeven na voltooiing van hogere studiën, waarvan het programma ten minste vier jaar bedraagt en waarvan de lijst in de bijlage bij dit besluit is opgenomen,
- of wel :
- b) vastaangesteld ambtenaar zijn van de carrière hoofdbestuur of van de kanselarij-carrière met ten minste de graad van opsteller, en, zo deze graad lager is dan die van bureauchef, bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel gedurende vier jaar vaste dienst, ten minste gelijkwaardig met die van opsteller, hebben gepresteerd".

In artikel 14 zouden het voorlaatste en het laatste lid van het ontwerp duidelijker en vollediger worden als volgt :

- "3° 10 punten worden verleend per jaar dienst in de 5e klasse.

Voor de ambtenaar die geen militaire dienst heeft gedaan, wordt het in 3° bedoelde ancienniteitscijfer verminderd naar verhouding van de militaire diensttijd die aan zijn leeftijdsklasse is opgelegd, eventueel

verminderd met de totale duur van de opsluitingen en interneringen die de ambtenaar door toedoen van de vijand heeft ondergaan. Deze laatste duur wordt gerekend in maanden; fracties worden niet medegeteld. Het ancienniteitscijfer wordt verminderd met 10 punten per jaar van bovenbedoelde dienstdtijd; het gedeelte van een jaar dat meer dan 3 maanden bedraagt wordt in rekening gebracht voor één jaar, het gedeelte dat minder bedraagt wordt niet in aanmerking genomen".

In artikel 15 moet worden gezegd dat de bevorderingen tot de 4e klasse geschieden "rekening houdend met het laatste signalement", aangezien er geen vernietigd signalement meer zal bestaan, zoals in het statuut van 14 Januari 1954.

Volgens artikel 27, tweede lid, moet de toekomstige echtgenote van de ambtenaar van de buitenlandse dienst de verbintenis aangaan onherroepelijk de staat van haar echtgenoot te volgen en, zo de wetten van haar land zich daartegen niet verzetten, afstand te doen van haar oorspronkelijke nationaliteit. De gegeven tekst van deze bepaling heeft geen juridische draagwijdte, want de echtgenote van een ambtenaar valt buiten de toepassing van de statuutregelen. Het beoogde doel kan worden bereikt door een zekere onverenigbaarheid in het ontwerp in te voeren tussen de hoedanigheid van ambtenaar van de buitenlandse dienst en de staat van echtgenoot van een vreemdelinge.

De hiernavolgende tekst is daarop berekend :

"Ambtshalve en zonder opzegging wordt uit zijn functie ontslagen de ambtenaar die een persoon van vreemde nationaliteit huwt, zo deze laatste weigert de nationaliteit van haar echtgenoot aan te nemen of weigert van haar oorspronkelijke nationaliteit af te zien hoewel de wetten van haar land zodanige afstand toelaten. De Koning kan de ambtenaar van de gevolgen van deze maatregel ontheffen".

De Raad van State geeft in overweging, artikel 47 aan te vullen met een nieuw lid, dat betrekking heeft op de voorkeurrechten en naar het voorbeeld van het laatste lid van artikel 5 kan worden gesteld. Met dit nieuwe lid kan het koninklijk besluit van 9 Maart 1955 dan worden opgeheven. Voorgesteld wordt :

"De voorkeurrechten verleend door de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947 zijn niet van toepassing op de functies uitgeoefend door de ambtenaren van de kanselarij-carrière".

HOOFDSTUK III VAN HET ONTWERP.

Artikel 54 dat handelt over de eed zou vóór artikel 53 betreffende de hiërarchie moeten komen, en het opschrift van afdeling 2 (hiërarchie en bevordering) zou tussen beide artikelen moeten worden ingevoegd.

Artikel 55, tweede lid, zou duidelijker en vollediger worden als volgt :

"Voor de ambtenaar die geen militaire dienst heeft gedaan, wordt het vereiste ancienniteitsminimum verhoogd met een aantal maanden dat gelijk is aan dat van de militaire dienst opgelegd aan zijn leeftijdsklasse, eventueel verminderd met de totale duur van de opsluitingen en interneringen die hij door toedoen van de vijand mocht hebben ondergaan. Deze laatste duur wordt eveneens in maanden gerekend; fracties worden niet medegeteld".

HOOFDSTUK V VAN HET ONTWERP.

In artikel 68 dient er op gewezen te worden dat het gaat om "de in dit besluit bedoelde 5e klasse van de carrière buitenlandse dienst", om iedere verwarring te voorkomen met de 5e klasse in het statuut van 14 Januari 1954, die in het nieuwe statuut de 6e wordt.

De artikelen 69 en 70 zouden duidelijker en vollediger worden als volgt :

.../....

" HOOFDSTUK VI. - SLOTBEPALINGEN.

Artikel 69.- Opgeheven worden :

- 1° het koninklijk besluit van 14 Januari 1954 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel ;
- 2° het koninklijk besluit van 9 Maart 1955 waarbij het prioriteitsrecht, ingesteld bij de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947, niet toepasselijk verklaard wordt op de functies uitgeoefend door de personeelsleden behorend tot de kanselarij-carrière van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.

Echter wordt artikel 91, laatste lid, van het reglement der buitenlandse diensten van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel van 15 October 1946, dat door voornoemd koninklijk besluit van 14 Januari 1954 voorlopig was bestendigd, opnieuw bestendigd.

Artikel 70.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Echter treedt de nieuwe regeling inzake verlof en dienstschorsing in de carrière buitenlandse dienst eerst op 1 Januari 1956 in de plaats van de huidige regeling".

De Raad van State wijst er op, dat het organieke reglement van het Ministerie en de indeling in categorieën met het nieuwe statuut in overeenstemming behoren te worden gebracht.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : D.DECLEIRE, conseiller d'Etat, président,
de Heren : raadsheer van State, voorzitter,

A.MAST, conseillers d'Etat,
H.BUCH, raadsheren van State,

L.FREDERICQ, assesseurs de la section
de législation,
G.VAN HECKE, bijzitters van de afdeling
wetgeving,

G.PIQUET, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la
version française et la version
néerlandaise a été vérifiée
sous le contrôle de M. DECLEIRE.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. DECLEIRE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(s.) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(s.) D.DECLEIRE.